

RABAH ABDOUN[*]

Crise mondiale et délocalisation industrielle. Éléments d'approche[]**

1 - Après une longue période de forte croissance qui démarre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale dans les pays industrialisés, l'économie mondiale est entrée, vers la fin des années 60, dans une phase de crise profonde. Cette crise se manifeste, sur le plan économique par :

- une forte réduction du taux de croissance économique ;
- une inflation importante et généralisée ;
- un taux de chômage croissant.

La conjonction de ces trois éléments, depuis le début de la décennie 70 et encore au cours des années 80, confère à la crise un caractère durable et singulier (forte inflation en situation de chômage croissant).

La croissance du PIB des pays de l'OCDE est ainsi passée (à prix constants) de 5,2 % entre 1963 et 1968 à 4,6 % entre 1968 et 1973 et 2,5 % entre 1973 et 1978[1]. Evidemment, dans l'espace des pays de l'OCDE, de fortes disparités sont à relever et la crise si elle est générale, n'affecte pas ces pays avec la même intensité. En 1980[2], le taux de croissance du PIB a été négatif aux Etats-Unis (– 4 %) et en Grande-Bretagne (– 2,5 %), faible au Canada et en France (1,4 et 1,8 % respectivement) et égal ou supérieur à 2 % ailleurs (RFA, 2 % ; Japon, 2,9 % ; Italie, 3,5 %).

Une très forte inflation touche les pays de l'OCDE. Les plus affectés sont, pour 1980, l'Italie (22 %), la Grande-Bretagne (19,6 %), la France (14 %), les Etats-Unis (12,7 %) et le Canada (10 %). Avec des taux de 6,4 % et 5 % respectivement le Japon et la RFA sont les moins atteints[2].

Le chômage, qui atteint 7 à 9 % de la population active des pays de l'OCDE, revêt aussi un caractère permanent. Ici encore, le Japon et la RFA sont les moins touchés (avec des taux respectifs de 2 à 4 % de la population active).

La réduction du taux de croissance du PIB des pays capitalistes industrialisés depuis 1970 (par rapport à la période 1960-1970), s'est accompagnée d'un tassement concomittant des taux de croissance des exportations et des importations, même si les seconds taux restent supérieurs aux premiers. Le tableau 1 met particulièrement en relief ces tendances dans le cas de quelques pays.

Tableau 1- Evolution comparée de la croissance de la production et des échanges (quelques exemples)

| | PIB | | Exportations | | Importations | |
|---------------|---------|---------|--------------|---------|--------------|---------|
| | 1960-70 | 1970-78 | 1960-70 | 1970-78 | 1960-70 | 1970-78 |
| Etats-Unis | 4,3 | 3,0 | 6,0 | 6,5 | 9,8 | 5,4 |
| Royaume- Unis | 2,9 | 2,1 | 4,8 | 5,5 | 5,0 | 4,6 |
| Japon | 10,5 | 5,0 | 17,5 | 9,7 | 13,7 | 5,0 |
| RFA | 4,4 | 2,4 | 10,2 | 6,9 | 10,0 | 6,3 |
| France | 5,7 | 3,7* | 8,3 | 7,3 | 10,9 | 6,7 |
| Italie | 5,3 | 2,8 | 13,5 | 7,2 | 9,7 | 2,7 |
| Canada | 5,6 | 4,4 | 9,9 | 4,3 | 9,3 | 7,1 |

(*) 1970-77

Source : Rapport sur le développement dans le monde, 1980, Banque Mondiale, août 1980.

Réduction du taux de croissance de la production et des échanges, forte inflation et chômage important, ainsi que la désorganisation du système monétaire et financier international depuis août 71, sont les indices d'une crise économique généralisée, durable et singulière. Elle est généralisée, même si elle touche les pays à des degrés divers. Elle est durable car depuis le début des années 70 aucune reprise économique n'a encore émergé de façon permanente et globale. Enfin, elle est singulière en ce qu'elle allie, dans un même mouvement inflation et chômage (stagflation).

Quels sont les déterminants de cette crise ? **[3]**

On en identifiera trois :

- crise du rapport salarial «fordiste» qui se traduit par un épuisement des gains de productivité d'une part et par l'épuisement de la norme de consommation de masse dominante, dans les pays capitalistes avancés, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, d'autre part ;
- développement du travail improductif (gonflement du secteur des services) dans les pays capitalistes industrialisés et des dépenses improductives de l'Etat ;
- bouleversement des modalités et des formes de prélèvements sur les économies du Tiers-Monde **[4]**.

2 - Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et plus particulièrement depuis les années 60, des processus divers d'industrialisation se développent dans le Tiers-Monde. Deux faits ont concouru à cette situation :

- la fin du mouvement des luttes de libération nationale des peuples du Tiers-Monde sous domination coloniale, dans les années 60 ;
- l'entrée en crise du modèle d'industrialisation par import-substitution adopté par un grand nombre de pays d'Amérique Latine, vers le milieu

des années 60.

Dès lors, la fin du pacte colonial qui régissait les rapports entre pays impérialistes et pays colonisés, ainsi que la nécessité d'une redéfinition du mode d'insertion des pays d'Amérique Latine ayant pratiqué l'industrialisation par import-substitution dans le système de l'économie mondiale, vont contribuer à la redéfinition des rapports économiques mondiaux.

Au cours des années 60, se pose ainsi la nécessité du changement des modes de prélèvement et des modalités de transfert du surplus des économies du Tiers-Monde vers les économies dominantes.

Le fait est essentiel dans la compréhension de la crise si l'on admet l'importance des prélèvements de valeur sur les économies du Tiers-Monde, dans la poursuite de la croissance des économies capitalistes industrialisées.

La mise en place de nouvelles modalités de prélèvements s'accompagne d'une nouvelle division internationale du travail dans laquelle un petit groupe de pays du Tiers-Monde s'érige progressivement en producteur et exportateur de biens manufacturés. Ces développements industriels dans le Tiers-Monde prennent leur essor au cours des années 60 et connaissent un processus rapide au cours des années 70.

En effet, si l'on classe les pays du Tiers-Monde selon leur niveau de revenu, ainsi que l'effectue la Banque Mondiale dans ses rapports sur le développement dans le monde, en :

- "pays à faible revenu" (dont l'Inde, l'Indonésie...);
- "pays à revenu intermédiaire" (dont l'Égypte, la Corée du Sud, l'Algérie, le Mexique, le Brésil, l'Argentine, la Yougoslavie, le Venezuela, Hong-Kong, la Grèce, Singapour...);
- "pays exportateurs de pétrole à excédent de capitaux" (Irak, Iran, Arabie-Séoudite, Koweït).

On constate que pour les deux premiers groupes de pays, pour lesquels les données sont disponibles, la part de l'industrie dans le produit intérieur brut (moyenne pondérée pour chacun des groupes) a augmenté entre 1960 et 1978^[5]. En ce qui concerne le groupe de "pays à faible revenu", la part de l'industrie est passée de 17 à 24 % dans le PIB. Dans le groupe des "pays à revenu intermédiaire", la part de l'industrie dans le PIB est passée de 31 à 34 %.

La progression est aussi très nette dans le domaine des activités du secteur manufacturier^[6] : au sein du groupe des "pays à faible revenu", ce secteur voit sa part passer de 11 à 13 % dans le PIB ; dans le groupe des "pays à revenu intermédiaire", la participation de ce secteur dans le PIB passe de 22 à 25 %. Ces chiffres, s'ils ne sont que des moyennes pondérées et globales, expriment néanmoins une réalité : celle d'un processus croissant d'industrialisation dans le Tiers-Monde.

Toujours d'un point de vue global, on constate qu'entre 1970 et 1977, l'augmentation de la production industrielle du Tiers-Monde a été plus

rapide qu'ailleurs et supérieure à la moyenne mondiale : 155 % pour le Tiers-Monde, 142 % pour la moyenne mondiale et seulement 126 % pour les pays capitalistes industrialisés[7].

Ces taux de croissance différenciés vont déterminer des changements dans la répartition spatiale de la production industrielle mondiale.

De 5 % environ en 1970, la part du Tiers-Monde dans la production industrielle mondiale est passée à 10 % au début des années 80 (après avoir été de 7 % en 1975). De plus, lors de la conférence de Lima, réunie par l'ONUDI en mars 1975, il a été prévu de porter la part du Tiers-Monde dans la production industrielle mondiale à 25 %[8].

Cette répartition nouvelle de la production industrielle mondiale s'accompagne d'un bouleversement de la structure des échanges mondiaux de biens manufacturés.

En effet, la part du Tiers-Monde dans les exportations mondiales de biens manufacturés est passée de 5 % en 1963 à 6 % en 1970 pour atteindre 9 % en 1977[9]. Bien évidemment seuls quelques pays du Tiers-Monde interviennent dans les exportations de biens manufacturés (il s'agit essentiellement de Hong-Kong, Taïwan, Corée du Sud, Yougoslavie, Singapour, Brésil, Inde et Mexique ; ces huit pays contrôlent 75,9 % des exportations de biens manufacturés du Tiers-Monde).

D'autre part, dans les exportations du Tiers-Monde, la part des biens manufacturés connaît une progression très forte : 21 % en 1967, 27 % en 1971, 40 % en 1976[10]. Mais ici encore, seuls les pays déjà mentionnés interviennent de façon significative dans le bouleversement de la structure des exportations.

Dans le même temps, le Tiers-Monde constitue un débouché croissant pour les exportations de biens manufacturés des pays capitalistes industrialisés : en 1970, les pays du Tiers-Monde absorbent 26 % des exportations de biens manufacturés des pays capitalistes industrialisés, en 1976, 31 %. De manière plus précise, le Tiers-Monde constitue un débouché croissant pour les exportations de biens d'équipement (section 7 de la CTCI) des pays capitalistes industrialisés : si les pays du Tiers-Monde constituaient 29 % du marché des pays industrialisés en 1970, ils absorberont 36 % des exportations de biens d'équipement de ces pays en 1976.

De même, la part des biens d'équipement dans les importations de biens manufacturés en provenance des pays capitalistes industrialisés est passée de 53 % à 59 % entre 1970 et 1976[11].

Dès lors, si un petit groupe de pays du Tiers-Monde accroît, de façon significative, sa part dans le commerce mondial de biens manufacturés, inversement, les pays du Tiers-Monde demeurent un débouché croissant pour les exportations de biens manufacturés en provenance des pays capitalistes industrialisés, et ce, plus particulièrement, dans le domaine des biens d'équipement.

3 - Ces bouleversements dans la nature et l'orientation des flux de marchandises à l'échelle mondiale exprime l'émergence d'une division internationale nouvelle des activités dans laquelle certains pays du Tiers-Monde développent des branches industrielles. Cette délocalisation industrielle en direction du Tiers-Monde est sélective et revêt un double aspect.

Elle est sélective en ce qu'elle ne concerne qu'un petit groupe de pays ayant connu au préalable un processus d'industrialisation par substitution d'importation (Brésil, Mexique, Corée du Sud...) ou des pays au sein desquels se déploient des politiques étatiques d'industrialisation et disposant d'une rente (Algérie, Vénézuéla...).

Elle est double dans la mesure où l'on distingue les activités industrielles dont la délocalisation est fondée sur la recherche de bas salaires dans les pays du Tiers-Monde (industrie textile, composants électroniques...), des activités industrielles touchées par une dévalorisation dans les pays capitalistes industrialisés (sidérurgie, pétrochimie...).

L'étude de ces deux formes de délocalisation fait apparaître le rôle moteur des firmes transnationales en ce qui concerne la première et l'impact déterminant de la politique étatique d'industrialisation pour ce qui est de la seconde.

Dans le premier cas, la délocalisation est "poussée" par les firmes transnationales, dans le second elle est "tirée" par l'Etat du pays du Tiers-Monde. Mais dans l'un et l'autre cas, la délocalisation industrielle alimente une demande croissante de biens d'équipement en provenance des pays capitalistes industrialisés. Ainsi, la part des pays du Tiers-Monde dans les importations mondiales de biens d'équipement (sect. 7 de la CTIC) est passée de 22 à 27 % entre 1970 et 1979 (en valeur, on est passé de 19 à 120 millions de \$ en prix courants^[12] soit un taux de croissance annuel moyen de 22,7 %).

Dans ces conditions, la délocalisation industrielle vers le Tiers-Monde tend à remodeler la division internationale du travail dans laquelle les pays capitalistes industrialisés maintiendraient leur contrôle quasi exclusif sur la production de biens d'équipement et quelques pays du Tiers-Monde développeraient des productions de biens intermédiaires et/ou de biens de consommation.

A la suite de travaux récents^[13], nous distinguerons deux formes de délocalisation de la production : la délocalisation relative et la délocalisation absolue. La première forme renvoie à un développement de la branche industrielle dont la production tend à se substituer aux exploitations des pays capitalistes industrialisés. Cette première forme s'inscrit donc, du point de vue du pays d'accueil, dans une problématique de substitution d'importation. La seconde désigne un développement de la branche dont la production est destinée au marché local des pays capitalistes industrialisés. Cette seconde forme traduit une politique de promotion d'exportations industrielles.

Notes

[*] Enseignant. Chercheur au C.R.E.A.

[]** Ce texte est extrait d'une communication présentée au séminaire "industrialisation et coopération dans le bassin méditerranéen".

[1] Chiffres tirés des publications de l'OCDE.

[2] D'après les *Echos*, quotidien de l'économie, Paris, 5 nov. 1980.

[3] B. CORIAT (1979) : L'atelier et le chronomètre (ed. Ch. Bourgeois) et A. GRANOU, Y. BARON, B. BILLAUDOT (1980) : Croissance et crise (ed. petite collection Maspero) considèrent que la crise actuelle est fondamentalement la crise du rapport salarial fordiste. J. H. LORENZI, O. PASTRE, J. TOLEDANO (1980) : La crise du 20^e siècle (ed. Economica) voient, quand à eux, dans la crise actuelle, quatre raisons explicatives ; l'épuisement des gains de productivité, l'épuisement de la norme de consommation dominante depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, le développement du travail improductif de l'Etat et le développement du travail improductif du tertiaire.

[4] A l'ancienne division internationale du travail fondée sur le pacte colonial a suscité, au lendemain du mouvement des indépendances politiques des peuples du Tiers-Monde dans les années 50 et 60, une division internationale du travail nouvelle, mais tout aussi inégale, dans laquelle les firmes transnationales interviennent comme acteur privilégié.

[5] Rapport sur le développement dans le monde, 1980 (Août 1980), Banque Mondiale, tableau 3, pp. 134-135.

[6] Le secteur industriel englobe non seulement les activités du secteur manufacturier mais aussi l'extraction minière, les travaux publics et le bâtiment, l'électricité, l'eau et le gaz. Aussi, l'évolution de la part du secteur manufacturier dans le PIB constitue un indicateur plus pertinent pour évaluer le processus d'industrialisation.

[7] CNUCED, Handbook of international trade and development statistics.

[8] Déclaration de Lima et plan d'action sur le développement industriel et la coopération. 2^e Conférence générale de l'ONUDI, LIMA (Pérou), 12-26 mars 1975 (IF/Conf. 3.31, 9, mai 1975).

[9] Eurostat : data for short-term économie analysis, may 1979.

[10] Les données concernent les biens manufacturés à l'exclusion des métaux non ferreux. Source : CNUCED, tendances et évolutions récentes du commerce des articles manufacturés et semi-finis des pays et territoires en développement, examen 1977, TD/B/C.2/190.

[11] Rapport sur le développement dans le monde (1979), Banque Mondiale.

[12] CNUCED, 1982.

[13] F. YACHIR et ALII (1981) : Stratégies des monopoles et développement mondial de la sidérurgie, ed. CREA.